La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste La Lutte

14 Octobre 2018 « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx Stib

L'économie capitaliste, c'est le chaos qui détruit tout

L'affaire des centrales nucléaires belges a mis au premier plan le degré avancé de décrépitude de l'État, qui reflète en réalité la décadence de la société capitaliste dans son ensemble.

Pour rappel, Electrabel a annoncé en septembre que suite à des défauts structurels, six des sept centrales nucléaires seraient à l'arrêt cet hiver. Cela va poser de graves problèmes d'approvisionnement. Certains scénarios évoquent même un arrêt des trains pour économiser l'électricité les jours de grand froid. La pénurie annoncée fait déjà grimper les prix et les déclarations lénifiantes du gouvernement ne vont pas empêcher les ménages populaires de voir leur facture augmenter.

La Ministre de l'Énergie, Marghem, s'est déclarée surprise et choquée du manque d'entretien des centrales nucléaires. Belle hypocrisie, car c'est elle qui négocie la prolongation du nucléaire avec Electrabel depuis quatre ans qu'elle est Ministre !

La presse et les télés ont dénoncé l'irresponsabilité et l'incapacité du gouvernement. En réalité, le gouvernement est à plat ventre devant le patronat et en particulier devant les intérêts des poids lourds économiques comme Electrabel. L'affaire du retraitement des déchets nucléaires en apporte une preuve de plus : il était prévu qu'une loi garantisse qu'Electrabel supporte le coût de l'enfouissement des déchets nucléaires après la fermeture définitive des centrales en 2025. La loi prévoyait aussi un contrôle strict par une agence publique. Mais la loi n'a pas encore été votée qu'elle a déjà été complètement vidée de son contenu. Il ne fallait pas, paraît-il, exposer le pauvre Electrabel à « l'arbitraire » de l'agence de contrôle. En revanche, pas de problème à exposer la santé de la population à l'appétit de profits du groupe Engie, propriétaire d'Electrabel.

Si aujourd'hui les centrales sont fissurées et si demain les stocks de déchets radioactifs fuient, ce ne seront pas le résultat « d'erreurs » mais d'un laisser-faire généralisé. Les Marghem de demain fustigeront les décisions des Marghem d'aujourd'hui, mais le mal sera fait !

Voilà longtemps que l'on attend plus des gouvernements bourgeois, de droite comme de gauche, qu'ils aient une attitude responsable vis-à-vis de la santé de la population. Les scandales sanitaires, de la vache folle à la crise de la Dioxine, montrent bien qu'on ne peut faire confiance ni aux patrons sans scrupules, ni à l'État qui les laisse faire.

L'inaction du gouvernement face au problème des centrales nucléaires montre qu'on en est arrivé à un point où les travailleurs ne sont plus les seules victimes. Les entreprises aussi vont subir les coupures d'électricité, de la même manière qu'elles subissent déjà l'inertie du gouvernement face aux problèmes de mobilité ou encore face aux problèmes environnementaux, à la pollution et au réchauffement climatique. Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme depuis des années, mais pas question de mettre en péril les profits des producteurs de pétrole ou d'automobiles. Pourtant, les bourgeois n'échappent pas à la pollution et leurs enfants avalent du plastique comme ceux des couches populaires.

Il peut paraître contradictoire qu'un gouvernement au service de la bourgeoisie, prenne des mesures qui vont avoir des conséquences négatives pour le fonctionnement de ses entreprises.

Ce paradoxe apparent est la conséquence de la compétition acharnée entre les plus grands groupes capitalistes pour accroître leurs profits. Chacun d'eux tire la couverture à lui, c'est la loi du plus fort, à coups de milliards d'euros, et tant pis pour les plus faibles. Les enjeux économiques sont tels que les capitalistes prennent le risque d'amener l'ensemble de l'économie à une nouvelle crise, comme ils l'ont déjà fait plus d'une fois dans l'histoire, voire même à une guerre. La grande bourgeoisie n'en subit généralement pas les conséquences. Au contraire, une partie d'entre elle en tire même des profits faramineux. Ce sont les travailleurs qui en paieront la facture.

Lorsque l'économie devient un tel champ de bataille, cela n'a pas de sens d'imaginer qu'un gouvernement puisse mener une politique « raisonnable », même s'il le voulait. D'ailleurs, la seule chose que lui demande réellement la bourgeoisie, c'est de maintenir la pression sur le monde du travail.

La solution n'est pas à chercher dans de nouveaux ou de meilleurs politiciens mais dans un changement de société : les travailleurs doivent contrôler l'économie dans tous ses aspects, y compris la production d'énergie. Cela peut paraître lointain, mais c'est notre avenir qui est en jeu : si les bourgeois gardent le pouvoir, ils mèneront la planète à la catastrophe.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Le sous-effectif nuit à la santé

Il manque un peu partout des magasiniers, des mécaniciens, des laveurs, … La surcharge de travail nous fatigue et nous rend irritables. L'atmosphère de travail se dégrade. Et si au lieu de se fritter, nous allions tous ensemble secouer la direction pour exiger des embauches !?

Hausse des salaires !

L'application de la Loi Peeters à la STIB veut dire l'explosion des heures supplémentaires dites « volontaires ». Le patron peut ainsi faire fonctionner la société avec un effectif minimum.

Alors, quel est le sens des heures supplémentaires « volontaires » ? Tout simplement que nous sommes mal payés et que les rentrées d'argent supplémentaires sont les bienvenues pour payer les factures à la fin du mois. Si la plupart des chauffeurs rentrent au plus vite au dépôt en fin de service pour être chez eux au plus tôt, c'est bien que le travail n'est pas vécu comme un épanouissement mais comme l'opposé de la liberté.

Il faut se battre pour obtenir des augmentations de salaire pour ne plus devoir faire des heures supplémentaires et ainsi forcer le patron à embaucher plus !

Stop au Scotch !

Il ne s'agit pas d'une campagne contre l'alcool au volant, il s'agit d'exiger de la direction qu'elle fournisse au matériel roulant les moyens décents d'entretenir la flotte de véhicules. Les mécaniciens en ont marre des bricolages à la Macgyver. Quand la direction parle de l'image de la STIB, avec ces bus rafistolés au papier adhésif, il y a vraiment de quoi se marrer ! Quoique. Les panneaux dans les postes de conduite qui sont recollés vite fait avec du Scotch ont déjà fait des dégâts. Et ça ne nous fait pas rigoler.

Encore un p'tit coup ?

Conséquence de la politique d'économies tous azimuts de la direction, toute la flotte va à vau-l'eau ! Il y a des remorques de bus articulés dont on dirait qu'elles font du ski nautique. Sans rire, Meuh-meuh veut que les passagers boivent la tasse ?

Nous ne faisons pas de vieux os…

La direction paye au moins une centaine d'euros chaque fois qu'elle envoie un médecin-contrôle chez un travailleur malade. Avec tout l'argent qu'elle dépense sous prétexte que nous serions des fraudeurs, on pourrait déjà améliorer les conditions de travail et diminuer l'absentéisme dû à l'usure physique et morale au boulot !

Cap 48 et les défaillances des services publics

La campagne « cap48 » qui a battu son plein la semaine dernière a permis de récolter plus de 6 millions d'euros, essentiellement grâce aux dons individuels. Cet argent est destiné à financer des projets « favorisant l'inclusion des personnes handicapées et des jeunes en difficulté. » D'autres organisent des courses pour financer la recherche contre le cancer. Cela montre que, quoi qu'on en dise, la majorité des travailleurs, même s'ils ne sont pas riches, sont généreux et solidaires avec les plus démunis d'entre nous. Mais il est tout simplement scandaleux que ce genre d'initiative et d'appel à la solidarité individuelle soit nécessaire. Tous ces secteurs doivent être financés, de manière structurelle et durable, par de l'argent public !

Les empêcheurs de penser en rond

Pour lutter contre la N-VA et d'autres partis propageant des idées racistes et haineuses, des journalistes bien-pensants se demandent aujourd'hui s'ils ne devraient pas « censurer » l'information en nous cachant une partie de l'actualité. Ces Messieurs-Dames les journalistes se donnent une importance qu'ils n'ont pas. Certes, ils forgent l'opinion publique en servant la propagande de la bourgeoisie, comme on sert la soupe, c'est-à-dire sans même y penser. Ils sont d'ailleurs payés pour ça. Alors ce n'est pas la peine qu'ils nous fassent en plus avaler des bobards lors de leur crise de conscience annuelle ! L'extrême droite ne va pas disparaître avec leurs discours moralisateurs. Seuls les travailleurs politisés et organisés dans un parti communiste révolutionnaire peuvent faire rentrer la bête immonde dans son trou. Si les journalistes commençaient déjà par livrer une information un peu moins pro-patronale et par nous donner de temps en temps la parole, nous serions déjà fort heureux.

Non à la criminalisation des migrants

Le gouvernement poursuit sa propagande de criminalisation des migrants. Début octobre, le domicile de 4 personnes qui hébergeaient chez elles des migrants a été perquisitionné. Serrures forcées, placage au sol par des policiers armés, rien ne leur a été épargné et 2 d'entre elles ont été arrêtées pour 24 heures. Les policiers font tranquillement leur démonstration de force dans le but de nous intimider, avec la bénédiction du gouvernement. Si nous voulons être forts, il nous faut refuser cette idéologie qui nous divise et garder à l'esprit que, belges ou immigrés, nous avons surtout un intérêt commun : nous débarrasser du patronat qui nous exploite dans l'unique but de s'enrichir encore d'avantage.

Si tu veux discuter avec des militants du bulletin ou raconter ce qui se passe dans ton secteur, contacte-nous au 0497/162125, par courrier à BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur (sans autre mention), par mail à contact@lalutte.org ou via notre site Internet : www.lalutte.org
Éditeur responsable : M.E. Gerard, BP77 1050 Ixelles-Porte de Namur. Ne pas jeter sur la voie publique SVP